

# Européens : au public

## « Les Européens doutent de plus en plus de leurs Etats respectifs »



Pour Dominique Reynié, le directeur général de la Fondapol, les électeurs européens estiment que l'échelle nationale n'est plus adaptée pour faire face aux crises que nous traversons.

LE FIGARO

ENTRETIEN  
RONAN PLANCHON

La Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) est un laboratoire d'idées français créé en 2004. Il est dirigé par Dominique Reynié, diplômé de Sciences po, docteur en science politique et agrégé de science politique.

On parle souvent de « vague populiste en Europe », dans le sens d'une montée en puissance de formations anti-immigration, mais aussi hostiles à l'Union européenne telle qu'elle fut construite.

Or, selon votre étude *Les Européens abandonnés au populisme*, le souhait de quitter l'UE est devenu marginal (13 %). Comment expliquer ce décalage ?

En effet, au moment des élections européennes, il apparaît que la plupart des 360 millions de citoyens sont massivement acquis à la fois à l'idée européenne et aux valeurs de la démocratie. Aujourd'hui, l'UE est assurée du soutien des Européens. Nous observons donc deux mouvements simultanés : d'une part, l'enracinement du soutien à l'Europe et à l'euro, qui concerne désormais peu ou prou tous les Européens ; d'autre part, l'expansion du vote populiste. Or, le déploiement simultané de ces deux mouvements implique nécessairement que les électeurs populistes sont largement favorables à l'Europe et à l'euro, amenant les leaders populistes à se convertir sous peine de perdre leurs électeurs ou d'être bloqués à un niveau électoral interdisant tout accès et même toute participation au pouvoir.

Est-ce pourquoi un certain nombre de partis dits populistes ont officialisé leur arrimage à l'UE et à l'euro ?

Je le crois. C'est en ce sens que l'on assiste à une européisation et donc à un recentrage des partis populistes partout où ils sont forts, c'est-à-dire partout où ils sont en mesure d'accéder au pouvoir. Les électeurs qui ont porté les populistes à de tels niveaux ne sont pas disposés à les amener plus haut s'ils demeurent hostiles à l'idée européenne. Les populistes ont longtemps réjoui leurs électeurs en exprimant leur colère, notamment en fustigeant l'idée européenne ; désormais, ce discours inquiète. Les leaders populistes ont donc le choix entre leur confinement perpétuel dans un état de minorité radicale, médiatique mais stérile, et le passage au pouvoir, qui implique un virage proeuropéen. C'est ce second choix qu'a fait Giorgia Meloni en Italie.

Les Etats issus de l'ancien bloc communiste sont toutefois plus proeuropéens que les autres. La guerre en Ukraine a-t-elle ravivé le spectre du « danger soviétique » ?

La guerre en Ukraine a ravivé l'idée européenne pour tous les Européens. Elle est le premier ressort du vote de ces derniers. Elle a donné le jour à une sorte de « réflexe européen », comme l'on parle de réflexe national. L'invasion de l'Ukraine par la Russie impose aux Européens le constat de leur extrême fragilité. Depuis au moins quinze ans, chaque année, chaque épreuve amène les Européens à prendre la mesure de leur condition à l'échelle du monde : la crise financière de 2008, les crises terroristes, sanitaires comme le covid-19, migratoires, le grand trouble géopolitique actuel... Ces moments, préoccupants, parfois alarmants, montrent aux Européens qu'ils sont sous la pression de puissances implacables, d'Etats comme la Chine ou les Etats-Unis, mais aussi de grands phénomènes transnationaux de diverses natures, comme les plateformes numériques, le réchauffement climatique, les mouvements financiers... Face à ces défis et à ces périls, aux yeux des Européens, l'échelle nationale ne fait plus le poids.

Le regain de confiance envers les institutions européennes peut donc aussi se lire comme une défiance grandissante à l'égard de l'Etat-nation, perçu comme incapable de remplir ses missions ?

Oui, chez les citoyens, une sorte de transfert est à l'œuvre. On voit se préciser une inquiétude de plus en plus vive, celle que suscite la faiblesse des Etats s'il s'agit de répondre aux défis historiques auxquels sont confrontés les peuples d'Europe. Les Européens doutent de plus en plus de leurs Etats respectifs.

Je nomme ce doute le « stato-scepticisme ». Notons que si « l'euro-scepticisme » est toujours abondamment commenté et convoqué dans le jeu politique et médiatique, le « stato-scepticisme » est rarement considéré. Il est pourtant bien plus consistant et présent. Les résultats de notre étude montrent qu'aujourd'hui, les Européens aspirent à une puissance publique supplémentaire, européenne, qui dimensionnerait les Etats pour affronter les temps nouveaux. C'est faute d'une européisation de la puissance publique que les citoyens se résigneront au repli nationaliste.

Les différentes crises migratoires qui ont frappé l'Europe, notamment en 2015, ont-elles accentué ce phénomène ?

Les vagues migratoires successives ont été des expériences supplémentaires de la faiblesse, voire de l'impuissance des Etats-nations ; quel signe plus clair de cette incapacité que l'impossible protection des frontières ? Ainsi, dans l'opinion, la question des frontières est centrale : 86 % des Européens que nous avons interrogés veulent une protection des frontières communes.

Le 14 mai dernier, l'Union européenne a adopté, *in extremis* et pour réduire le risque d'une colère électorale, le Pacte asile immigration qui était en discussion depuis 2019. Il faut s'interroger sur cette lenteur car soit l'Union européenne est capable d'investir la défense des fron-

tières telle que les Européens la réclament, et alors le « stato-scepticisme » de l'opinion trouvera sa réponse dans cette puissance publique supplémentaire européenne et le processus d'euro-péisation des mouvements populistes se poursuivra ; soit l'Europe reste en difficulté avec la défense de ses frontières et elle engendrera un repli véritablement nationaliste.



Les électeurs qui ont porté les populistes ne sont pas disposés à les amener plus haut s'ils demeurent hostiles à l'idée européenne

”

Le covid puis la guerre ont remis sur la table les questions de souveraineté industrielle et énergétique. Les idées souverainistes n'ont-elles pas plutôt infusé les différentes formations politiques, y compris celles résolument pro-UE ?

Je l'interprète différemment. Les domaines énergétique, sanitaire, agricole ou industriel mettent à l'épreuve les limites de l'Etat, et il n'y a pas de souveraineté sans puissance. L'Europe a besoin de puissance, comme les nations d'ailleurs. C'est aussi en ce sens que les souverainistes d'hier sont en difficulté dans le monde d'aujourd'hui, y compris sur le plan financier. Cela vaut plus pour certains

Etats européens que pour d'autres, mais un endettement public hors de contrôle annihile toute prétention à la souveraineté. La souveraineté, c'est un mot sans contenu s'il n'est pas adossé à une grande puissance, c'est-à-dire aussi à la capacité d'être craint. Les Européens le pressentent en appelant de leurs vœux la création d'une armée commune, supplémentaire.

In fine, peut-on lire cette étude comme un plébiscite du post-populisme incarné par Giorgia Meloni, un nouveau paradigme politique conservateur sur les questions sociétales, notamment sur l'immigration, libérale sur les questions économiques, et atlantiste et proeuropéen en géopolitique ?

On pourra parler de post-populisme quand deux conditions seront remplies : d'une part, lorsque l'on observera que l'accès des partis populistes aux fonctions de gouvernement résulte de leur conversion durable à l'idée européenne et, d'autre part, lorsque l'on observera que les partis traditionnels, de droite et de gauche, qui gouvernent depuis des décennies auront renoncé à convaincre les Européens de vivre sans une puissance publique capable et responsable, sans la protection de leurs frontières, sans la garantie de leur sécurité, de leur identité politique. Je m'étonne que de telles évidences ne fassent toujours pas une politique.

Sur le plan politique, il est devenu inutile de chercher à évaluer le poids d'une opinion européenne comparativement à celui d'une opinion nationaliste comme on l'a fait pendant la longue phase de « construction » de l'UE. Dans leur très grande majorité, les Européens estiment que pour exister à l'âge de la globalisation, il faut disposer d'une puissance publique européenne. Au XXI<sup>e</sup> siècle, au regard des peuples d'Europe, loin d'apparaître comme une menace pour leurs nations, l'Union européenne est devenue la condition de leur perpétuation.

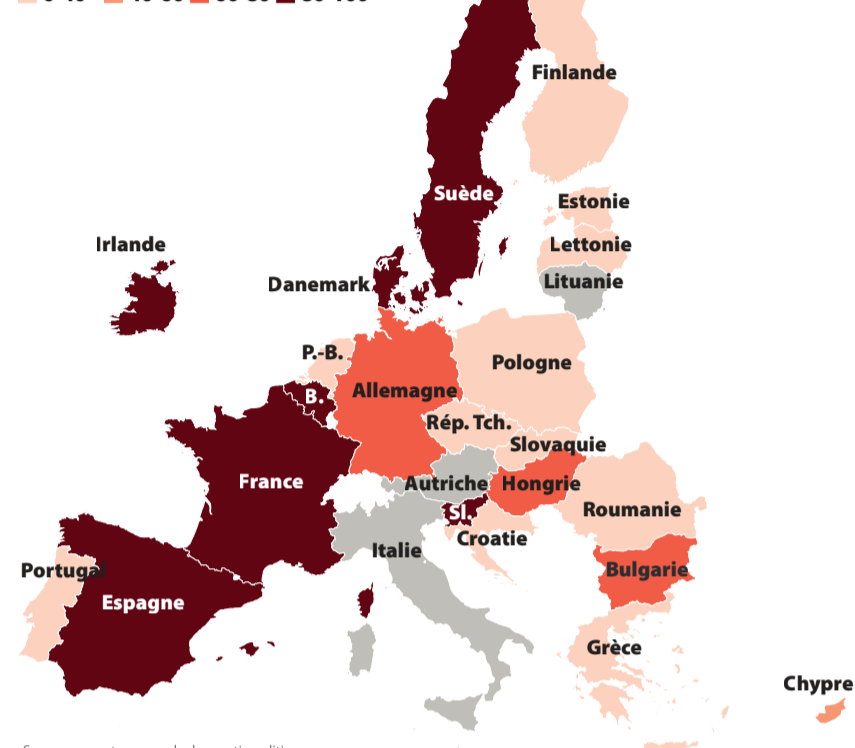
ABONNÉS



« Le Brexit pour les populistes, une victoire pour rien »  
A lire sur notre site.

Pourcentage de dons aux partis politiques dont l'origine est inconnue

0-40 40-60 60-80 80-100



Source: comptes annuels des partis politiques

magne sort du lot. Sur les 180 qui dépassent 100.000 euros accordés entre 2019 et 2022 à travers l'Europe, près de la moitié (76) a été consentie par des personnes physiques ou morales de ce pays, celui qui, de surcroît, a bénéficié du plus généreux cadeau d'un particulier à un seul parti. En 2021, Steven Schuurman, un entrepreneur néerlandais du monde de la tech, a versé 1,25 million d'euros aux Verts allemands.

En revanche, les quatre contributions les plus élevées dans l'UE ont été effectuées par un trust d'hommes d'affaires de la minorité suédoise en Finlande. Ces personnes ont confié 1,5 million d'euros par an au parti populaire suédois, qui représente la population suédophone du pays.

Les détails fournis sur les dons révèlent également si une personne a, d'un point de vue financier, la mainmise sur un parti. Par exemple, six membres de la famille de l'ancien Premier ministre italien Silvio Berlusconi et Fininvest, son entreprise familiale, ont transféré un million d'euros à Forza Italia, le parti fondé par Il Cavaliere dans les années 1990.

